

Je compte rencontrer mes homologues des provinces, les ministres des finances, jeudi prochain; j'espère que nous pourrions adopter une attitude concertée qui nous permettra de faire converger les programmes fiscaux des différents gouvernements dans la même direction, au lieu d'avoir des programmes contradictoires, ce qui les renforcera et incitera les Canadiens de toutes les provinces, à considérer 1983 comme une meilleure année que 1982 sur tous les plans.

Le président suppléant (M. Corbin): Le député du Yukon invoque-t-il le Règlement?

M. Nielsen: Le ministre me permet-il de poser une petite question?

M. Lalonde: Bien volontiers.

M. Nielsen: Le ministre sait certainement que le chef du gouvernement du Yukon a demandé la permission d'assister à la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances qui doit commencer jeudi, si je ne m'abuse. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral et le ministère des Finances ont refusé de permettre aux représentants des deux territoires du Nord d'assister à cette conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances.

Le chef du gouvernement du Yukon, ainsi que les représentants élus des territoires du Nord-Ouest assistent actuellement à une assemblée fédérale-provinciale des ministres des Mines, au Nouveau-Brunswick, et ils seront à Ottawa le jour où la conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances se tiendra.

Je pose cette question au ministre en songeant à l'esprit de sa déclaration et de celle que le ministre des Affaires indiennes (M. Munro) a faite il y a un plus d'une semaine, en ce qui a trait aux réformes fiscales au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Puisque les provinces n'y voient aucune objection, le ministre inviterait-il dès maintenant les deux territoires du Nord à se faire représenter par leurs ministres, surtout que le sujet des pourparlers nous touche aussi profondément que les provinces et que nous sommes censés prendre des décisions dans le domaine fiscal sur la foi des mêmes données?

• (1600)

M. Lalonde: Monsieur le Président, je prends note des instances du député. La seule réponse que je peux lui donner est la même que dans le passé et sur laquelle les gouvernements fédéral et provinciaux sont d'accord, c'est-à-dire que, contrairement à ce que le député a laissé entendre, la conférence des ministres des Finances devrait ne réunir que les ministres des Finances des provinces et du gouvernement fédéral. Cependant, j'ai dit aux personnes mentionnées par le député du Yukon (M. Nielsen) que je recevrais volontiers les représentants des deux territoires, dès que cela leur conviendrait, afin d'échanger des points de vue sur le prochain budget et sur la situation financière des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, nous entreprenons aujourd'hui, avec 13 mois de retard, la première étude officielle des mesures fiscales découlant du budget de novembre 1981. Cette attente a été beaucoup trop longue pour les Canadiens. Il est inadmissible que le

Impôt sur le revenu

ministre des Finances (M. Lalonde) exhorte la Chambre à adopter rapidement cette mesure dont on vient de la saisir et qui porte sur un budget vieux d'un an, sur le budget de juin dernier et sur l'exposé économique d'octobre, le tout regroupé dans un seul et même projet de loi d'ensemble. Le leader parlementaire du gouvernement nous prie instamment de nous attaquer à l'étude de ce texte et à l'adopter dans les huit prochains jours de séance. Cela est tout à fait inacceptable.

On a perdu beaucoup de temps depuis, treize précieux mois, en fait. Entre temps, un ministre et un sous-ministre ont tous deux perdu leur poste. Le gouvernement, qui se targuait d'avoir une réputation d'administrateur compétent, a perdu toute crédibilité et les Canadiens n'ont plus confiance en lui.

Ce qui est plus grave sur le plan humain, c'est que plus de 500,000 personnes ont perdu leur emploi et qu'il y a eu 50,000 faillites pendant cette période. Pour faire voir ce que cela représente, 500,000 personnes c'est à peu près la population de Québec ou de Calgary, d'Edmonton, de Winnipeg ou de Hamilton. C'est un chiffre incroyable.

Au cours de cette période, le Canada a baissé considérablement au classement international. Il y a eu des articles à ce sujet dans l'*Economist* de Londres, sous le titre «Effondrement des châteaux en Espagne», de même que dans le *Wall Street Journal*, le *New York Times* et *Business Week*. Il ne s'agit pas là d'articles écrits sous le coup de la colère ou par désir de vengeance, mais par des gens qui regrettent et qui ont peine à croire que notre pays si bien pourvu en ressources humaines et naturelles soit tombé si bas.

Le budget de novembre a joué un rôle déterminant dans ce déclin. Au cours de mes observations préliminaires qui ont suivi l'exposé du ministre lors de la présentation de ce budget, j'ai évoqué le danger d'une révolte fiscale. C'était on ne peut plus prophétique quand on pense à ce qui est arrivé depuis.

Permettez-moi de rappeler aux députés les réactions qu'a suscitées ce budget. Voici ce que disait le *Star* de Toronto le 14 novembre de l'an dernier:

Les politiciens libéraux jubilaient comme des gamins hier.

Et c'est à Wilson que les Libéraux en bonne humeur adressaient leurs quolibets.

«Il pourra toujours essayer de critiquer ce budget» a dit un Libéral tout sourires qui aspire à un portefeuille ministériel lors du remaniement promis pour février prochain.

Peut-être est-ce le député de Willowdale (M. Peterson) qui a lancé ce quolibet.

«Nous avons tout prévu. Il n'y a plus rien à critiquer.»

Si beaucoup de Libéraux se sentaient le vent dans les voiles leur moral pourrait bien tomber à zéro si MacEachen rate l'objectif qu'il s'est fixé de réduire l'inflation en réduisant le déficit, en supprimant les incitations à l'investissement et en évitant aussi bien les augmentations que les réductions d'impôt dans le cas des consommateurs moyens... Donc si les Libéraux qui somnolent aux arrières-bans ont eu l'occasion de rigoler hier dans les Communes endormies, il se peut bien qu'ils reprennent conscience des réalités économiques chaque fois que Statistique Canada publie les taux d'inflation et de chômage ainsi que les résultats de cette loterie hebdomadaire que constituent les intérêts fixés par la Banque du Canada.

Je mentionne cela parce que je veux rappeler aux députés libéraux à quel point ils se trompaient. Il y a treize mois aujourd'hui, ils riaient en dessous, de l'autre côté de la Chambre, croyant que le budget répondait entièrement aux vœux de la population.